

révoltes

15 avril 2006
Suppl au n° 9

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

POUR UNE ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

CPE : la jeunesse et les travailleurs ont infligé une lourde défaite à Chirac

Pour arracher toutes les autres revendications, il faut imposer :

AUCUN SOUTIEN À CE GOUVERNEMENT ! ASSEZ DE CONCERTATION !

**FRONT UNIQUE DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES ET DE LA JEUNESSE
POUR EXIGER : DEHORS CHIRAC, VILLEPIN, SARKOZY ET LEUR MAJORITÉ
UMP, SANS ATTENDRE 2007 !**

Capitulation en rase campagne

Le lundi 10 avril, parce qu'ils étaient menacés d'être emportés par la mobilisation exceptionnelle de la jeunesse et des travailleurs, Chirac et son gouvernement ont dû capituler en rase campagne. En dépit de manœuvres multiples, Chirac, Villepin, Sarkozy et la majorité UMP n'ont pu dissimuler leur défaite : ils ont dû retirer le CPE, exigence à partir de laquelle la mobilisation s'était cristallisée depuis le 16 janvier.

Cette défaite infligée à Chirac constitue, dix mois après la victoire du « Non » au référendum du 29 mai sur le traité constitutionnel, un tournant dans la situation politique.

Mais toutes les autres revendications demeurent, en particulier celles définies par les assemblées générales des étudiants et reprises par la coordination nationale. Comment combattre pour imposer la satisfaction de toutes ces revendications ? Répondre à cette question implique un premier bilan de ces trois mois de mobilisation, de ses forces et faiblesses.

Janvier 2006 : la jeunesse et les travailleurs imposent l'unité pour le retrait pur et simple du CPE.

Le premier élément décisif a été que, dès l'annonce par Villepin du projet de CPE, toutes les organisations de la jeunesse - à commencer par l'UNEF et les organisations lycéennes FIDL et UNL - ont exigé dans l'unité le retrait pur et simple du CPE. Aussitôt l'ensemble des confédérations syndicales ouvrières a dû adopter la même position.

Un autre fait majeur a été que du 16 janvier jusqu'à fin mars, les dirigeants syndicaux ont été dans l'impossibilité de négocier le CPE avec le gouvernement. Ceci, de même que l'unité réalisée, leur a été imposé par la jeunesse et les travailleurs; et ceci a contribué puissamment à la mobilisation, à sa durée, à son amplification.

Une exceptionnelle ténacité malgré les obstacles.

Mais en même temps, les dirigeants syndicaux ont multiplié les obstacles à la mobilisation, redoutant que celle-ci puisse menacer l'existence du gouvernement: ils ont refusé toute manifestation centrale à l'Assemblée nationale contre la majorité UMP; ils ont refusé tout appel à la grève générale; et même les dates choisies pour les journées d'action entravaient la mobilisation: d'abord le 7 février, sans grève, et pendant les vacances scolaires de la région parisienne, puis le 7 mars, une fois la loi votée. Mais la mobilisation qui se développe sans interruption dès fin janvier surmontera ces obstacles et déferlera une première fois le 7 mars avec près d'un million de manifestants, jeunes et travailleurs.

Une mobilisation qui cherche à imposer le verdict du 29 mai 2005.

Cette mobilisation massive, amplifiée le 18 mars (un million et demi de manifestants) puis le 28 mars (3 millions de manifestants) et plus encore le 4 avril n'est pas tombée du ciel. Elle s'est développée, malgré les obstacles, dès le 16 janvier, en s'appuyant sur la défaite infligée à Chirac le 29 mai 2005 et en cherchant à concrétiser ce qu'elle impliquait ; car la victoire du Non au référendum sur le traité constitutionnel signifiait: Assez de cette politique ! Dehors Chirac !

Le rôle des coordinations.

Les étudiants ont mis en place une coordination nationale des établissements en grève fonctionnant comme un comité central de grève. Mais souvent les délégués n'étaient pas clairement mandatés. En outre, les organisations syndicales étudiantes n'y étaient pas représentées aux côtés des délégués des universités en grève (cette absence a rendu plus difficile le contrôle des grévistes sur ces syndicats dont les dirigeants - notamment ceux de l'UNEF - sont allés discuter avec l'UMP). Cette coordination a repris les revendications des étudiants : retrait du CNE, abrogation de toute la loi

Borloo, rétablissement de tous les postes supprimés aux concours d'enseignement, lutte contre la précarité, etc... De même, la coordination a dû, le 25 mars, exprimer la volonté que soit chassé le gouvernement.

La mobilisation a posé ouvertement la question du pouvoir.

Dès le 14 février, les manifestations ont commencé à formuler l'exigence d'en finir avec le gouvernement. Ceci s'est largement exprimé dans les manifestations du 7 mars puis n'a fait que se développer, visant tout particulièrement Chirac après qu'il ait promulgué la loi pour l'égalité des chances. C'est parce que les manifestants affirmaient ouvertement la volonté de les chasser que le gouvernement, menacé dans son existence, a dû préparer le retrait du CPE. Mais les dirigeants des syndicats, ceux du PS et du PCF comme ceux de l'UNEF ont désavoué la coordination étudiante qui demandait la démission du gouvernement. Puis, après s'être adressés à Chirac, ils sont allés discuter avec l'UMP pour permettre à Chirac et son gouvernement de rester en place tout en retirant le CPE. Ce faisant, les dirigeants syndicaux, avec le PS et le PCF, ont sauvé Chirac alors que les conditions étaient réalisées pour le chasser immédiatement.

Le CPE a été retiré mais tout le reste est maintenu : la volonté des étudiants de poursuivre le combat est donc parfaitement légitime. Elle s'est exprimée dans les assemblées générales (7000 étudiants réunis à Rennes-2 le 12 avril) : le CNE, la loi sur l'égalité des chances, le projet de loi contre les immigrés, la loi favorisant la Recherche privée et la précarité des chercheurs, tout cela – avec la répression contre les manifestants - demeure parce que Chirac reste en place.

Combattre pour chasser Chirac : une nécessité pour arracher les autres revendications.

De ce point de vue, il faut dire que Thibault, Hollande et tous les autres se moquent de la jeunesse quand ils lui disent: « *maintenant, il faut se donner comme cible le CNE* » alors qu'eux-mêmes refusent d'exiger le départ immédiat de Chirac. A l'inverse, c'est en combattant pour chasser Chirac que l'on arrachera les autres revendications.

Chirac ne partira pas de lui-même ? C'est certain et il faudra le lui imposer. Mais si le PS et le PCF, avec l'appui des dirigeants syndicaux, appelaient dans l'unité au départ immédiat de Chirac, de son gouvernement et de sa « majorité » UMP, ce serait un formidable appel d'air à la mobilisation. C'est justement pour cela qu'ils ont refusé un tel appel quand les manifestants l'exigeaient. Car ils sont attachés à la défense du capitalisme et redoutent la mobilisation des masses.

On voit bien ici la difficulté à laquelle se heurte la mobilisation des trois derniers mois : il manque, à la jeunesse, une organisation révolutionnaire suffisamment puissante pour reprendre partout et permettre que soit imposée l'exigence formulée par plusieurs Assemblées, en particulier le Comité de ville de Lyon qui demandait le 28 mars « *aux syndicats d'organiser la manifestation centrale à Paris pour chasser Chirac, son gouvernement, sa majorité* »

Nécessité d'une organisation révolutionnaire de la jeunesse.

« *Mais* », diront certains, « *n'existe-t-il pas des organisations telles que la LCR, LO, le PT, sans compter nombre de petits groupes ?* ». Constatons simplement que LO, le PT et tant d'autres n'ont jamais combattu pour que se réalise le Front unique pour chasser immédiatement Chirac et son gouvernement, que la LCR n'a bredouillé quelques mots contre le gouvernement que vers la fin de la mobilisation. On mesure ainsi la nécessité de construire une organisation véritablement révolutionnaire, ce qui est l'objectif de Révoltes.

De la même manière, ni LO ni la LCR n'ont combattu pour interdire aux dirigeants syndicaux qu'ils négocient avec l'UMP. Or cette question des « négociations », du « dialogue social » est une question centrale : Chirac propose une grande concertation pour assujettir l'université au patronat, Sarkozy propose la relance du « dialogue social », Laurence Parisot, présidente du MEDEF, veut rencontrer chaque syndicat pour discuter de la précarité, etc...

Ce dialogue social, Chirac en a besoin pour rester en place ; les discussions avec son gouvernement et l'UMP leur donnent une légitimité : ceci contribue à la démobilisation et prépare de nouvelles attaques contre la jeunesse et les travailleurs. Il est indispensable de mettre fin à ces discussions : **assez de concertation, assez de dialogue social !** La responsabilité du PS et du PCF est d'exiger immédiatement le départ de Chirac, de Villepin, Sarkozy et de leur « majorité » UMP-UDF, et de se déclarer prêts à former maintenant un gouvernement de leurs seuls partis, sans Chirac.

Sur cette base, il est nécessaire de combattre en particulier contre les poursuites judiciaires dont sont victimes des centaines de manifestants et faire annuler les sanctions déjà prononcées, ceci par le front unique des organisations et non par un appel de « personnalités ». De même faut-il exiger des organisations ouvrières, partis et syndicats, qu'elles organisent une manifestation centrale pour interdire le vote par l'UMP du projet de loi Sarkozy contre les immigrés :

Front unique des organisations pour mettre fin à la répression contre les lycéens et les étudiants !

Manifestation centrale et unie à l'Assemblée pour en finir avec le projet de loi Sarkozy et avec l'UMP !

Combattre le capitalisme, c'est aujourd'hui combattre pour chasser Chirac et réaliser le front unique sur cet objectif.

La chute de Chirac permettait d'en finir avec la Vème République réactionnaire, permettrait d'en finir avec les pleins pouvoirs d'un président Bonaparte avec le 49 ter et tous les outils d'un régime du « coup d'État permanent ». La destruction de la Vème République serait un point d'appui dans le combat contre la bourgeoisie, sur la voie du combat pour exproprier la bourgeoisie et constituer un gouvernement ouvrier.